



Communiqué de la CGT

Politiques publiques : Non à un plan de rigueur

Pour rassurer les spéculateurs et les marchés financiers, le gouvernement prépare un nouveau plan de rigueur.

Selon la ministre de l'Economie, les dépenses publiques, hors charges d'intérêt de la dette, seront gelées en valeur pendant trois ans, c'est-à-dire qu'elles ne suivront pas l'inflation (prévue à 1,5 % en 2011, 1,75 % en 2012 et 2013).

Ces économies se traduiront par la réduction des moyens des services publics et la baisse des effectifs. Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite va se poursuivre, ce qui implique la suppression de 34 000 postes par an. 100 000 ont déjà été supprimés.

Une hausse des impôts est aussi envisagée, notamment sous la forme de l'augmentation de la TVA. En contrepartie, le gouvernement s'apprête à réduire les « niches fiscales » à hauteur de 5 milliards d'euros, sur un total de 70 milliards.

Au moment où le chômage demeure massif et l'économie est atone, un plan de rigueur est nuisible et inadmissible.

Une éventuelle hausse de la TVA va amputer le pouvoir d'achat, notamment celui des ménages à revenu modeste ; elle va peser sur la consommation qui est le principal facteur de la croissance économique.

La suppression des postes et la baisse des dépenses publiques utiles auront les mêmes effets pervers.

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP) qui réduit les moyens d'intervention de la puissance publique, la Cgt revendique une véritable révision des politiques publiques. Ces politiques doivent être favorables à l'emploi, à l'amélioration des moyens des services publics, à la réduction des inégalités sociales et à l'amélioration du potentiel productif du pays.

Cela implique de revoir à la fois les dépenses et les recettes de l'Etat.

La fiscalité est de plus en plus favorable aux contribuables les plus riches. L'existence d'un « bouclier fiscal » limitant les impôts à 50 % du revenu imposable conduit à ce que tout nouvel impôt soit supporté par les catégories de revenu inférieures.

Il est scandaleux que les charges de la dette publique qui alimentent les capitaux financiers deviennent pratiquement le poste le plus important du budget de l'Etat et pèsent sur les dépenses utiles.

Il en est de même en ce qui concerne la prise en charge des exonérations de cotisation sociale ou encore le crédit d'impôts recherche et plusieurs « niches fiscales ».

La Cgt demande une mise à plat de l'ensemble des aides et des exonérations fiscales et sociales pour en supprimer celles qui ne sont pas justifiées du point de vue économique et social.

La Cgt revendique également une réforme de la fiscalité. Il faut supprimer le bouclier fiscal et accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu. Il faut aussi revoir l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'investissement productif et pénaliser la tendance à la distribution des dividendes aux actionnaires.

Montreuil, le 10 mai 2010